

Directeur de la Publication: TIENTCHEU KAMENI Maurice

Présidentielle 2025

Comprendre le phénomène Tchiroma



- Des foules accourent dans toutes les régions pour assister aux meetings de l'ancien porte-parole du gouvernement.
- Partout, le Ministre démissionnaire est suivi par des milliers de jeunes enthousiastes.
- Il promet de s'attaquer en premier lieu au chômage dont sont victimes les jeunes, et demande à ces derniers de prendre leurs responsabilités pour défendre leurs votes. **P.6**

Sdf et Udc



Joshua Osih et Patricia Ndam Njoya : la relève sous pression

Les deux candidats sont investis par des partis vétérans de l'opposition. Entre héritage à assumer, coalition impossible et électorat émietté, ils tentent de raviver une flamme vacillante.

Pp. 8-10

Présidentielle 2025



L'épreuve de feu pour les candidats jeunes

Ils portent la promesse d'un leadership plus proche du peuple dans un pays où la majorité jeune peine à exister face aux aînés au pouvoir.

Pp. 5-8

Les universitaires scannent les programmes politiques

L'étude réalisée par le Programme de formation en gestion de politique économique (GPE) de l'Université de Yaoundé II jauge les projets des candidats.

Quelques jours de la Présidentielle au Cameroun, les universitaires ont épluché les programmes politiques des candidats en lice. Il est question pour le Programme de formation en gestion de politique économique (GPE) de l'Université de Yaoundé II, d'évaluer l'efficacité des projets politiques et leurs incidences sur le plan économique. Le document est intitulé « *Evaluation économique des programmes des candidats à l'élection présidentielle de 2025 au Cameroun* ». Il permet de jauger la pertinence de chaque programme et de donner les scores à chaque parti politique. Le document de 100 pages élaboré sous la supervision du Pr Bruno Bekolo Ebe fait l'autopsie de l'économie du Cameroun. « *Le Cameroun aborde l'élection présidentielle de 2025 dans un contexte marqué par des défis économiques et sociaux structurels. L'économie nationale demeure dominée par une structure productive fragile et peu diversifiée, largement dépendante des matières premières et donc vulnérable aux chocs externes* », explique l'étude du GPE. Ledit document tente, à partir des indices précis, de donner les scores aux partis politiques à même de répondre aux difficultés économiques que traverse le pays. Selon l'analyse économique, le Rdpc et le Sdf se détachent avec



Le recteur de l'université de Yaoundé II, le Pr Richard Laurent Omgba, et la directrice du Gpe, le Pr Viviane Ondoua Biwole, lors des travaux du comité de pilotage.

des scores globaux respectifs de 13,05 et 11, 67 sur 20. Ce score témoigne de « *la structuration solide et d'une meilleure intégration des contraintes économiques et institutionnelles* », souligne le GPE. Ensuite, les chapelles politiques comme le Parti de l'alliance libérale (Pal), le Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn) et le Front des démocrates camerounais (Fdc) dont les scores oscillent entre 8 et 11, reflètent des propositions pertinentes mais souvent incomplètes

sur le plan de chiffrage ou de la faisabilité. Enfin, des formations comme le Front pour le salut national du Cameroun (Fsnc) et Univers, obtiennent des scores inférieurs à 8, en raison des propositions parfois absentes, non chiffrées ou peu réalistes, au regard des capacités de l'Etat, explique le document parvenu à notre rédaction.

Les lacunes

Au-delà des scores globaux, l'analyse sectorielle permet, selon les auteurs, de mieux com-

prendre les spécialisations et les lacunes de chaque programme. Le Rdpc affiche une performance équilibrée sur la plupart des secteurs en occurrence, les finances publiques, le secteur productif et le développement social avec des scores systématiquement supérieurs à 11. Le Sdf se distingue particulièrement dans les domaines de la gouvernance et des institutions, ainsi que sur les questions sociales. A l'inverse, des partis comme le Mouvement citoyen national pour le Cameroun (Mcnnc) ou le

Fsnc présentent des profils plus irréguliers, avec des forces dans certains secteurs (agriculture, ressources naturelles), mais des lacunes marquées en matière macroéconomique ou environnementale. La prise en compte des enjeux de « *durabilité et de transition énergétique reste globalement faible, à l'exception du Pal et du Sdf* ». Selon le même rapport, la majorité des candidats à l'élection, effleure les problématiques liées à la modernisation administrative et la lutte contre la corruption. Le constat qui découle de cette étude fait savoir que peu « *de formations parviennent à proposer une vision réellement globale et cohérente, intégrant à la fois les impératifs de stabilité, de transformation productive, de durabilité environnementale et de gouvernance* ». Selon le GPE, la plupart des programmes se concentrent sur certaines dimensions en négligeant d'autres pourtant essentielles. L'évaluation des programmes politiques pour l'élection présidentielle de 2025 révèle un paysage contrasté, entre projets solides et visions plus approximatives. Elle met en lumière, les forces et faiblesses des différentes offres, tout en rappelant les impératifs de cohérence, de faisabilité et de durabilité. L'étude se veut un outil précieux pour dépasser « *les slogans de campagne et replacer le débat électoral sur le terrain des politiques concrètes et crédibles* ». »

Olivier Mbessité

Dispersion de l'opposition

Ce qui motive Cabral Libii et Joshua Osih

Les candidats du Pcrn et du Sdf préfèrent évoluer seuls, convaincus de leur force face à Paul Biya et sûrs de la mobilisation des électeurs. Ils dénoncent même l'idée de rassemblement.

L'élection présidentielle du 12 octobre prochain atteint sa vitesse de croisière. Dans quelques jours, les électeurs se rendront aux urnes pour voter leur candidat de choix en toute conscience et liberté. En revanche, ce scrutin à l'instar des précédents, l'opposition est fissurée et peine à parler d'une seule voix, pour le changement au sommet de l'Etat. La coalition tant attendue n'a pas porté ses fruits. L'on assiste certes à des alliances à l'instar de celle de l'Union pour le changement (UPC) qui soutient le candidat Issa Tchiroma Bakary du Fsnc, et celle qui s'est ralliée à Bello Bouba Maigari de l'Undp. Cependant, les candidats du Social démocratique front (Sdf) et du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn), sont restés fermés à l'idée d'une coalition de l'opposition. D'ailleurs, ils n'ont pas pris part à la dernière rencontre



Joshua Osih en campagne

du « *Groupe de Fouban* » sur l'invitation d'Hermine Patricia Tomaino Ndam Njoya, présidente de l'Udc. Au lendemain de la validation de sa candidature par le Conseil électoral d'Elecam, Cabral Libii député et investi par le Pcrn, avait déclaré : « *La victoire à l'élection présidentielle n'est pas forcément assujettie à une coalition de l'opposition* ». Il avait par la suite claqué la porte à l'initiative de l'Alliance pour une transition politique (Atp), arguant ne pas s'inscrire dans les « *logiques*



Cabral Libii lors d'un meeting de campagne

d'alignement personnels et les calculs politiques ». Plus loin, Cabral Libii tente de nuancer ses dires critiqués par la classe politique. Au cours d'un point de presse tenu le 9 septembre 2025, il a exhorté les ténors historiques à donner l'exemple. « *J'appelle solennellement les trois septuagénaires que sont maître Akere Muna, le Ministre Bello Bouba et le Ministre Issa Tchiroma à coaliser. Une fois qu'ils l'auront fait, l'exemple sera venu des aînés, et nous les cadets, on avisera* ». »

Le candidat du Sdf a une position sans équivoque. « *Les alliances devraient se faire avant le dépôt des candidatures. Une fois que quelqu'un se porte candidat, il devrait aller jusqu'au bout. Je suis de ceux qui pensent que la démocratie est importante et qu'il faut donner le choix aux Camerounaises et aux Camerounais, de librement choisir un candidat et de ne pas se faire imposer un candidat* », explique Joshua Osih. Le chairman du Sdf estime qu'il n'existe pas véritablement une

opposition unie au Cameroun, mais plutôt une mosaïque de sensibilités. « *Il y a des gens qui votent à droite, d'autres à gauche, d'autres pour leur tribu et d'autres objectivement pour une meilleure offre politique* », laissait-il entendre sur Rfi. Joshua Osih dénonce l'opposition de façade et n'entend pas s'associer à des ovnis. « *Tous ceux qui parlent de faire une coalition sont commandés depuis le Palais d'Etoudi. On finance cela à tour de bras pour faire croire aux uns et autres que les Camerounais sont tellement bêtes qu'ils ne peuvent pas faire le choix eux-mêmes* », dénonce-t-il. Alors que la campagne électorale s'écoule, les candidats de l'opposition restent sur des tensions vives, des déchirures et suspensions. En dehors des ralliements autour des deux grandes figures du septentrion citées supra, Cabral Libii et Joshua Osih évoluent en solitaires, convaincus de pouvoir faire bouger les lignes au soir du 12 octobre.

Olivier Mbessité

Des plateformes pour protéger le vote

Plusieurs initiatives numériques portées par les jeunes ont été mises sur pied pour surveiller le déroulement des opérations électorales.

Dans un pays où chaque élection présidentielle suscite des soupçons de fraude, la société civile camerounaise semble décidée à sotir de sa torpeur. Artistes, ingénieurs, étudiants ou militants, s’organisent pour assurer la transparence du scrutin du 12 octobre 2025. Le rappeur Xzafrane a troqué son micro contre un plan de mobilisation nationale. Sa plateforme « *Protège ton vote* » compte déjà près de 15 000 volontaires répartis sur tout le territoire. « *L’objectif est de faire de chaque électeur un acteur engagé, un scrutateur indépendant* », explique-t-il. La force de ce dispositif repose sur le numérique. Pour centraliser les informations et signaler les irrégularités, les bénévoles utiliseront une application sécurisée. Princewill Kohtem, enseignant d’université et concepteur



Une électricienne lors de l’élection présidentielle de 2018. AP - Sunday Alamba

dépouillement et les télécharger dans l’application, même sans connexion internet. Cela permettra de comparer les chiffres officiels et ceux recueillis sur le terrain. » Cette démarche traduit une volonté de reprendre le contrôle citoyen du processus électoral, souvent confisqué par les institutions. En s’appuyant sur la technologie, les initiateurs de ces plateformes espèrent combler les failles du système et offrir une alternative crédible à la méfiance qui entoure chaque scrutin. Mais la plateforme « *Protège ton vote* » n’est pas seule sur le terrain. D’autres initiatives ont émergé, comme Diso (« *sentinelle* » en langue duala), lancée par l’avocate et figure politique Me Michelle Ndoki. Celle-ci plaide pour une mutualisation des efforts. « *La prochaine étape, et ce qui serait souhaitable, c’est sans doute*

que les différentes initiatives (Diso, Protège ton vote et le VAR (vérificateurs et vérificatrices actifs des résultats) mutualisent leurs forces. Parce que chacun d’entre nous est bien implanté dans une certaine partie du territoire. On aurait ainsi, un échantillon encore plus représentatif ou une couverture maximale des bureaux de vote, pour éviter toute discussion lorsque nous annoncerons les résultats. Mais c’est déjà une très bonne chose que nous soyons tous là », explique-t-elle. Dans un climat politique tendu où le président sortant Paul Biya, 93 ans, brigue un nouveau mandat, cette vigilance citoyenne prend une résonance particulière. Alors que plusieurs figures de l’opposition ont été écartées du scrutin, l’engagement des jeunes camerounais devient une bouffée d’oxygène pour une opinion publique souvent désabusée.

Alain Leuwat

Dérives médiatiques

Le CNC tire la sonnette d’alarme

Le régulateur fustige un déséquilibre flagrant dans le traitement de l’information, marqué par une omniprésence du parti au pouvoir dans les médias, au détriment des autres formations politiques.



Joseph Chebonkeng Kalabubse, président du Cnc

Réuni en conférence de presse le 2 octobre 2025 à Yaoundé, le Président du Cnc, Joseph Chebonkeng Kalabubse, a exprimé sa vive préoccupation face à ce qu’il qualifie de « *déséquilibre manifeste* » dans la couverture médiatique de la campagne électorale. A quelques jours du scrutin présidentiel, le constat dressé par le régulateur est sans appel. Les activités du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc) dominent outrageusement l’espace médiatique national. Sur un échantillon de 31 journaux évalués, le Conseil national de la Communication (CNC) relève que la quasi-totalité des contenus porte sur le parti au pouvoir et son candidat, Paul Biya. A la télévision, le constat est tout aussi alarmant. Certaines chaînes privées comme Dash TV diffusent en boucle le spot de

campagne du Président sortant, tandis que Canal 2 International retransmettait, le 27 septembre dernier, un meeting du RDPC à l’Ouest du pays, sans accorder le même traitement aux autres candidats. Une situation que Joseph Chebonkeng juge « *contraire à l’esprit du pluralisme démocratique* » et à la déontologie journalistique. Pour le président du CNC, les médias ont failli à leur mission de service public d’information équilibrée. « *Il ne s’agit pas d’interdire la couverture des activités du Rdpc, mais de rappeler que l’équité dans le traitement de l’information est une exigence, pas une option* », a-t-il martelé. Le régulateur déplore que certaines rédactions aient transformé la campagne électorale en un espace de promotion exclusive du parti au pouvoir, reléguant au second plan les voix discordantes

et les débats d’idées. Cette dérive médiatique, selon le CNC, menace la crédibilité du processus démocratique et alimente la méfiance de l’opinion publique. Le Conseil s’appuie sur le décret du 13 février 1992, qui fixe les modalités d’accès des partis politiques aux médias publics. Celui-ci impose aux chaînes de service public, d’assurer un accès équitable aux candidats et à leurs représentants. Quant aux médias privés, ils sont tenus de s’abstenir de toute émission à caractère politique pendant la période de campagne, afin d’éviter les biais et la propagande déguisée. Or, le CNC a constaté plusieurs violations de cette directive. Certains programmes de campagne ont intégré des acteurs de la société civile, en principe exclus des débats électoraux. D’autres organes de presse, publics comme privés, ont consacré leurs unes et leurs éditions entières aux activités du RDPC, sans prouver qu’une offre équivalente ait été faite aux autres candidats. Face à ces manquements, le gendarme appelle les médias à plus de professionnalisme, d’équité et de responsabilité. Joseph Chebonkeng a rappelé que le journaliste, même en période électorale, reste tenu à son devoir d’impartialité et de transparence. Le CNC se réserve par ailleurs le droit de sanctionner les médias qui persisteraient dans le non-respect des règles établies.

Alain Leuwat

Opposition

Maurice Kamto reviendra-t-il au Mrc ?

Le candidat recalé à l’élection présidentielle continue d’alimenter les débats sur son retour à la tête du parti pour les prochaines échéances électorales.



Maurice Kamto

En dépit des regards rivés vers l’élection présidentielle du 12 octobre 2025, ce n’est pas l’accalmie au sein du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Le 6 août dernier, les appels fusaient de part et d’autre pour que le Pr Maurice Kamto revienne à la tête du parti. Le 6 septembre 2025, à l’issue du Conseil national, le secrétaire général adjoint, Roger Justin Noah, a signé un communiqué dont la teneur suit: « *Vu la résolution du 26 octobre 2024 du Conseil national donnant quitus au président national du Mrc Maurice Kamto, candidat du Mrc à l’élection présidentielle d’octobre 2025, de choi-*

sir le moyen le plus approprié pour présenter sa candidature à ladite élection. Vu sa démission du poste de Président national du Mrc aux fins de rendre possible sa candidature à l’élection présidentielle du 12 octobre 2025 sous la bannière du Manidem. Vu le rejet de sa candidature par Elections Cameroun et le Conseil constitutionnel, le Conseil national lui demande de revenir dans les meilleurs délais à la tête du Mrc ». Pourtant quelques heures plus tard, le président par intérim, Mamadou Mota, a signé un communiqué plus laconique sur le retour de Kamto, et reprenant d’autres sujets débattus lors du Conseil national.

Auparavant, le porte-parole du parti, Joseph Ateba, avait fait savoir que « *le retour de Maurice Kamto n’est pas à l’ordre du jour* ». Sont-ce des signes d’une mésentente sur le cas Kamto ? Difficile d’être péremptoire pour l’heure. Sur Facebook, un supposé militant du Mrc affirme qu’après la démission de Maurice Kamto du Manidem, ce dernier devrait adhérer au Mrc à nouveau « *comme militant de base avant qu’un congrès ne le porte à la tête du parti*. » L’internaute critique l’aspect procédural de la réintégration envisagée de l’ex-président. Certains y voient une démonstration d’incohérence politique. D’autres, comme cet enseignant se présentant comme un sympathisant du parti, résume crument la situation. « *On dirait qu’il nous utilise comme un plan B. Le Mrc mérite plus de respect que ça* ». Cette perception d’opportunisme pourrait bien fissurer la cohésion fragile du parti. Certains vont plus loin, voyant le retour du Pr Maurice Kamto comme un pari risqué pour le Mrc. « *Si l’annonce apporte une certaine visibilité médiatique, le danger est réel : diviser davantage les partisans et décrédibiliser la lutte pour l’alternance* », pense un autre internaute.

Olivier Mbessité

Présidentielle 2025

Quelles voix pour l'alternative jeune ?

Dans la catégorie des candidats jeunes à l'élection présidentielle du 12 octobre prochain au Cameroun, il n'est pas exagéré de classer Serge Espoir Matomba (46 ans), Cabral Libii (45 ans), Caxton Ateki Seta (39 ans) et Hiram Samuel Iyodi (38 ans). Au-delà de leur jeunesse, des questions demeurent pourtant. Qu'est-ce qui les unit et qu'est-ce qui les distingue aussi bien dans leurs aspirations, dans leurs visions pour le Cameroun que dans leurs programmes sur les 7 années à venir ? En outre, leurs candidatures méritent d'être scrutées dans ce qu'elles ont comme avantages et inconvénients dans la compétition électorale. C'est une évaluation des points forts et des points faibles de chacun, puis de tous les quatre, considérés comme les représentants de la plus importante tranche de la population camerounaise. Cette force numérique des jeunes peut-elle se traduire dans les urnes ? Si oui, ces voix iront-elles naturellement vers les candidats jeunes ? Ou alors, faudra-t-il plus que l'âge pour convaincre l'électorat jeune. Naturellement, se pose la question de la pertinence des programmes politiques et de l'expérience politique des candidats. Alors que persistent les appels à une coalition de l'opposition, il est important de mesurer le positionnement de chacun de ces candidats jeunes. Si la voie d'une coalition jeune ne semble pas à l'ordre du jour chez ces quatre concurrents, il reste qu'il est urgent de se demander s'ils incarnent une offre politique véritablement jeune et nouvelle.



Entre jeunesse et expérience

Après leur baptême de feu à la Présidentielle de 2018, ils incarnent deux visages et deux stratégies contrastés. Mais chacun témoigne désormais d'un vécu politique certain.

Né le 30 septembre 1979 à Douala, Serge Espoir Matomba est le Premier secrétaire du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), parti qu'il a fondé en 2010. Conseiller municipal de Douala IV depuis 2013, il s'est affirmé comme une figure constante de l'opposition locale, avant d'oser la scène nationale. En 2018, Matomba s'était déjà présenté à la Présidentielle. Il avait terminé 8ème avec environ 0,56% des voix, soit 19 704 suffrages valablement exprimés. Sa candidature en 2025 marque une évolution de sa stratégie. Il propose une rénovation sociale du Cameroun, qu'il entend fonder sur la souveraineté nationale (notamment via la sortie du franc Cfa), une refonte constitutionnelle et une nouvelle gouvernance. Le candidat Matomba accorde une place centrale à l'éducation, la santé et au bien-être. Il s'appuie sur une base militante engagée, un parti structuré (le Purs tient ses congrès régulièrement depuis 2010) et un discours qui séduit une jeunesse en quête de rupture. Cependant, son défi reste de creuser l'écart avec le statu quo : la visibilité nationale, le financement, la logistique électorale, la capacité à mobiliser sur tout le territoire – surtout dans les régions moins accessibles – seront déterminants.

Cabral Libii : de l'émer-



Cabral Libii lors du congrès du Pcrn les 23 et 24 mai 2025.

gence à la crédibilité
Cabral Libii, né le 25 mars 1980, appartient à la génération qui a fait irruption dans la vie politique camerounaise avec des méthodes nouvelles : médias, communication, visibilité notamment sur les réseaux sociaux. Juriste et enseignant, il a été élu député sous les couleurs du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn). En 2018, il avait obtenu 6,28 % des suffrages, arrivant en troisième position, derrière le président sortant, Paul Biya, et Maurice Kamto du Mrc. C'était un résultat important pour un opposant jeune et relativement nouveau. Il était investi par le

parti Univers. Pour la présidentielle de 2025, Cabral Libii s'est doté d'un appareil politique. Non seulement il a été élu président du Pcrn lors du 2ème congrès ordinaire à Nkolafamba, mais il a aussi été investi par le parti, démontrant une certaine stabilité de leadership malgré des tensions internes (notamment un conflit avec son prédécesseur Robert Kona qui conteste sa légitimité). Libii mise sur le terrain et la proximité : tournées dans les régions, levée de fonds, appels à l'union pour contrer les candidatures très âgées et volonté affichée de construire une alternative crédible via des coalitions lorsque cela serait perti-



Serge Espoir Matomba.

nent.

Deuxième tentative, deux profils renforcés

Tant Matomba que Libii affinent leurs discours et s'appuient sur les leçons de 2018. Libii part avec une notoriété plus grande (score plus élevé, présence dans les médias). Matomba continue de construire une légitimité plus lente, plus robuste sur la fidélité militante. Les jeunes candidats subissent les contraintes classiques : financement de campagne, obstacles administratifs ou juridiques (litiges autour de la légitimité du leadership de parti, par exemple), difficulté

à pénétrer les zones rurales ou périphériques, insuffisance de réseaux de surveillance électorale. Cabral Libii, par exemple, a dû résoudre par la justice, les contestations sur la direction du Pcrn pour confirmer sa candidature. Leur message est souvent entendu comme la voix du changement, de la réforme, de la justice sociale, de la participation citoyenne. Beaucoup de jeunes Camerounais voient en eux, une alternative aux figures politiques plus âgées et au régime en place. Une telle présomption est observable dans les mobilisations locales, les discours, la forte présence sur les réseaux sociaux (surtout pour Libii). L'élection présidentielle de 2025 au Cameroun apparaît comme un test majeur pour la jeune génération politique. Serge Espoir Matomba et Cabral Libii incarnent deux formes d'engagement. Le premier, plus enraciné dans l'opposition de terrain et la refondation idéologique. Le second combinant visibilité médiatique, institution parlementaire et pragmatisme. Leur deuxième tentative, pour tous deux, signifie qu'ils ont tiré des enseignements de l'échec de 2018. Mais à quelques jours du scrutin, ce sont les capacités de mobilisation, l'indépendance de leur parti, la crédibilité de leur candidature, la confiance des électeurs et les alliances qui feront la différence.

Guy Etom

Le baptême de feu des ambitieux

Agés de moins de 40 ans, ils sont les deux candidats les moins connus malgré leur engagement politique pour l’un et dans la société civile pour l’autre.

Fils de la région du Nord-Ouest Cameroun, il est né en 1986. Caxton Ateki Seta est ce jeune, parti de la société civile pour la politique, investi candidat par le Parti de l’alliance pour la liberté (Pal) de Célestin Bidzigi. Le parti et son candidat ont finalement rallié le candidat Maïgari Bello Bouba de l’Undp, âgé de 78 ans, en vue d’une candidature consensuelle.

Caxton Ateki Seta est titulaire d'une licence en histoire obtenue à l'université de Buéa et d'un master en relations internationales de l’Institut des relations internationales du Cameroun (Iric), où il prépare un doctorat en économie et économie politique. Il a été dans son parcours, le président du Mouvement africain pour la démocratie, élu à Abuja et membre du Conseil consultatif du mouvement mondial de la jeunesse pour la démocratie ; boursier Hurford Youth Fellowship de Word Movement for Democracy à Washington DC en 2016 ; boursier Draper Hills Fellow à l’université de Stanford au États-Unis en 2019 ; lauréat du PIPA - Programme français pour les futurs dirigeants en 2020 ; porte-parole du Sommet Afrique-France à Montpellier en 2021 ; porte-parole du dia-



Caxton Ateki Seta

logue de haut niveau de l'Union africaine à Arusha en 2018. Il est le fondateur de Newseta, une organisation citoyenne dédiée à l'autonomisation des jeunes, à l'engagement civique et



Samuel Hiram lyodi

à la réforme de la gouvernance. Il a finalement démissionné de ses fonctions de directeur exécutif pour s’engager en politique. Hiram Samuel lyodi, le plus jeune candidat à

l’élection présidentielle du 12 octobre, né le 29 août 1987 à Douala. Il est titulaire d’un bac scientifique obtenu en 2004 au collège Libermann, d’un diplôme d’ingénieur des procédés chimiques, spécialiste des industries du raffinage obtenu en 2010 à l’Université Laval au Québec. Citoyen engagé, il a été actif dans la diaspora au Canada et au Cameroun depuis son retour.

C’est le 31 décembre 2024 qu’il annonce sa candidature à la Présidentielle 2025 sous la bannière du Mouvement patriotique pour la prospérité du peuple (Mp3), avec la promesse suivante : bâtir un Cameroun libéré, réconcilié et prospère. Il occupait encore le poste de secrétaire exécutif du Mp3 avant de démissionner pour devenir le candidat du Front des démocrates camerounais (Fdc). Il était jusqu’à l’annonce de sa candidature un visage pas connu du grand public malgré son parcours politique.

Sorti de l’ombre

La candidature de Hiram lyodi est encadrée par l’alliance qui réunit le Fdc, le parti du Triangle national et le Mp3. Il compte remporter l’élection, grâce à la mobilisation des milliers de militants de son alliance, éparpillés à travers le Cameroun.

Bertin Bidja

Ateki Seta Caxton

Le cadet roule pour un sénior

Défenseur de l’émancipation africaine par un ancrage local, le candidat du Pal s’est allié à Bello Bouba en rupture avec le vieux système qu’il a longtemps servi.

Jusqu’à l’ouverture de la campagne électorale, le 27 septembre dernier, Caxton Ateki Seta allait à l’élection présidentielle sous les couleurs du Parti de l’alliance libérale (Pal) sous l’onction du président Célestin Bidzigi. Dès l’ouverture de la campagne, le jeune candidat de 39 ans et son parti ont décidé de s’effacer au profit de Maïgari Bello Bouba, âgé de 78 ans, candidat de l’Undp. Bello Bouba est un ancien cacique du système gouvernant qu’il a servi depuis l’époque du Président Ahmadou Ahidjo. Il devient le tout premier Premier ministre du Président Paul Biya dès son accession au pouvoir le 6 novembre 1982. Pendant plus de 40 ans, Bello a été tantôt dans l’opposition, tantôt dans la majorité présidentielle. Aujourd’hui, son parti et lui-même affirme qu’ils sont en rupture de ban avec le vieux système gouvernant. C’est une rupture plus stratégique, à un niveau plus élevé, que prône le



Caxton Ateki (à droite) et Akere Muna (à gauche) officialisent leur soutien au candidat de l’Undp, Bello Bouba.

jeune Caxton Ateki Seta : la rupture avec le système postcolonial et néocolonial qui fait patauger l’Afrique subsaharienne dans la misère. Sa vision politique s’inscrit dans les

enjeux géopolitiques et géostratégiques de l’heure. Le jeune Ateki Seta propose le concept d’« *acolonialité* » qui incarne une vision audacieuse du développement. « *L’acolonialité*

centre l’initiative locale comme nouvelle norme de référence en matière de développement », explique-t-il. Pour lui, le concept d’acolonialité renvoie à un état d’indifférence face aux structures et idéologies coloniales et postcoloniales. Caxton Ateki Seta dénonce un monde où les systèmes coloniaux sont obsolètes dans l’orientation du développement des peuples anciennement dominés. Ce concept novateur conçoit une économie portée par des moteurs endogènes, fondée sur la production locale, la souveraineté sur les ressources, le commerce intra-africain et une participation renforcée sur les marchés mondiaux. « *Les Camerounais, les Africains, les peuples du Sud global, et le monde entier, attendent de l’Afrique qu’elle conçoive un système de gouvernance capable de faire basculer volontairement nos Etats, des vestiges coloniaux sous-développés, vers des modèles innovants et participatifs*

fondés sur le consentement plutôt que la répression », avait-il expliqué au cours d’un point de presse tenu le 1er août 2025 à Yaoundé.

La conséquence d’une telle vision, ce sont les points suivants du programme qu’il portait avant son alliance avec Bello : établir un nouveau modèle économique, reformer l’Etat en réorganisant les territoires, engager la lutte contre la corruption et promouvoir la transparence, booster l’employabilité et l’entrepreneuriat jeune, renforcer le système de santé, d’éducation et d’inclusion sociale, promouvoir la réconciliation nationale, consacrer la souveraineté économique et le développement durable, sortir du franc Cfa, renforcer les activités de la société civile, renforcer la sécurité maritime et valoriser les cultures et traditions. Tout se résume dans le triptyque Réparer-rétablir et renaître. La grande inconnue est celle de savoir quelle part de ce programme sera mis en œuvre par Bello Bouba s’il est élu au soir du 12 octobre prochain.

Olivier Mbessité

Hiram Samuel lyodi

Le jeune fédéraliste

A 38 ans, il est investi par le Front des Démocrates Camerounais qui mise sur une gouvernance éthique.

Le candidat Hiram Samuel lyodi du Front des démocrates Camerounais (Fdc) est le plus jeune des candidats en course pour le Palais d’Etoudi. Son programme de société et sa vision politique son entièrement tournés vers le panafricanisme. Trois objectifs seront poursuivis durant la période 2020-2030. Le premier est d’aboutir à la réorganisation de la forme de l’Etat en implémentant un Etat fédéral à trois niveaux de décision : la commune en charge du développement local, la région en charge du développement économique et des infrastructures, enfin l’Etat central qui se concentre à gérer les questions régaliennes et de cohérence de politique nationale de développe-



ment. L’Etat fédéral reposera sur cinq régions et 400 communes. Sur la gouvernance, le candidat entend réduire l’effectif pléthorique et improductif du gouvernement qu’il juge budgétivore (65 membres). Samuel Hiram lyodi entend ramener le gouvernement à 20 ministres et réduire le train de vie de l’Etat. Il prévoit en outre la production de 6 500 mégawatts d’électricité d’ici 2032 à partir d’un mix énergétique, basé sur le solaire, les micro-barrages et la biomasse. Son projet énergétique prévoit aussi l’ouverture de nouvelles raffineries. La suite de son programme prévoit la sortie progressive du franc Cfa. « *Je souhaite qu’on ait gagné une indépendance*

et une autonomie sur tous les plans, particulièrement sur les plans stratégique et monétaire, que nous ayons atteint l’autonomie énergétique grâce au développement que nous allons avoir, notamment sur les filières des Energies renouvelables comme l’hydroélectricité et le solaire. Enfin que nous ayons une industrialisation forte qui permette de porter une croissance, de créer de la valeur et d’augmenter les revenus que l’Etat peut capter ». En projetant une plus grande création de richesses, le candidat lyodi annonce la revalorisation des salaires des enseignants et des médecins et l’instauration des primes de performance dans la Fonction publique, la création de deux millions d’emplois et l’ouverture de 500 centres de formation.

O. M.

Serge Espoir Matomba

Une étoffe de panafricaniste

Le leader du Purs a repris l'idéologie des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).

Serge Espoir Matomba, leader du parti Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), s'inscrit dans la rupture avec le système paternaliste entre la France et le Cameroun. Agé de 46 ans, le candidat à la Présidentielle du 12 octobre s'inspire de la jeunesse des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger). Sur le plan économique, il prône une rupture totale avec le système hérité de la colonisation : refus d'une coalition de façade, sortie du franc Cfa qualifié de monnaie « nazie ». Selon Serge Espoir Matomba, le modèle de l'AES est à copier. « C'est un modèle applicable en Afrique



Visuel de campagne de Matomba.

centrale à condition de tirer les leçons de la coopération avec la France, dont le bilan est négatif. L'AES est en train d'affirmer sa souveraineté. Alors le Cameroun aussi devra affirmer sa souveraineté pour faire profiter de ses richesses à ses enfants ». Le leader du Purs inscrit ainsi sa politique dans le nouvel enjeu géopolitique de l'Afrique : faire entendre sa voix dans le concert des nations. Au niveau interne, l'homme politique dit détenir la solution aux problèmes qui désagrègent le tissu social. Ainsi, il y a urgence de repenser l'éducation et de la remettre au centre des priorités. Une éducation décolonisée, décomplexée

et patriotique. Plus globalement, son programme se veut ciblé sur chaque Camerounais. « Un toit sur votre tête, trois repas dans votre assiette, l'éducation et la santé », promettait-il en avril dernier. Selon Serge Espoir Matomba, l'Unité est une autre clé. Il parle de cohésion dans la diversité, de cohésion nationale et de justice sociale qui vont de pair, et ne saurait s'instaurer sans « réconcilier les mémoires du passé colonial. » L'Unité se fera par une décentralisation effective et une réforme foncière plus équitable. Un référendum est prévu en 2026 pour faire valider auprès du peuple la réforme constitutionnelle : un Etat à 5 régions.

Olivier Mbessité

Cabral Libii

L'audace de la rupture et du progrès

Le livre-programme du candidat du Pcrn s'adosse sur le nouveau contrat social de l'Etat futur qui protège et libère les énergies.

Cabral Libii, candidat du Pcrn à la Présidentielle, continue d'inspirer des jeunes à s'intéresser à la politique souvent considéré comme l'affaire des gérantes. Son parcours témoigne d'un pari réussi. A 38 ans, il participe à sa première élection présidentielle en 2018, sous la bannière du parti Univers et arrive troisième à la fin de la course. C'est un grand exploit pour ce jeune qui séduit et fascine le public. Il bat à cette élection les anciens partis politiques et les caciques du landerneau politique depuis l'avènement du multipartisme en 1992. En 2025, Cabral Libii, âgé de 45 ans, s'est remis en selle pour la conquête du Palais d'Etoudi. Pour y parvenir, il propose aux citoyens camerounais le livre-programme intitulé « Ce que j'ai vu ! Manifeste de la rupture et du progrès ». C'est une œuvre de 364 pages qui résume la vision, la pensée



phico-sociale du leader du Pcrn. « Ce que nous voulons faire du Cameroun, nous l'avons déjà vu ! Nous le consignons dans ce manifeste qui est notre projet de société pour le Cameroun, l'offre d'un nouveau contrat social qui vient rendre caduque celui des indépendances, si tant est qu'il a existé. Car, en effet, du cafoillage des indépendances à la fin des années 50 et début des années 60, a émergé un Etat en trompe-l'œil dont la seule façade institutionnelle et administrative affichait l'indépendance », constate l'auteur. Cabral Libii poursuit : « ce Manifeste est à ce propos, un manuel de (re)fabrication de notre Etat. Il est la notice d'une mission titanesque dont l'accomplissement repose entre les mains de la jeunesse, dans un pays où 90% de la population est âgée de moins de 65 ans, alors que la tranche d'âge com-

prise entre 18 ans et 54 ans représente 45% de la démographie ». L'ouvrage présente de manière globale, les onze chantiers saillants auxquels son auteur va s'attaquer s'il est plébiscité pour la magistrature suprême. Il s'agit : de l'éradication de la corruption, du fédéralisme communautaire, de la préservation de l'africanité, de l'effectivité de la souveraineté, de la décentralisation communautaire, de la protection sociale, de la sécurité et la sureté nationales, de la réforme de la justice, de l'éducation et de la recherche, de la rénovation de l'Etat et de la libération de la richesse et des emplois. Les 11 axes du livre-programme touchent à l'éducation, au social, à la santé, à l'Etat, à la gouvernance et à la culture. Grosso modo, il s'agit pour le président du Pcrn, le député Cabral Libii, d'une vision d'un Cameroun libéré de toutes les chaînes d'aliénation.

Olivier Mbessité

Campagne électorale

Tchiroma: l'outsider qui fait vibrer les foules

Depuis sa sortie du gouvernement, le candidat du FsnC semble avoir retrouvé une virginité politique. Sa stratégie payante au regard de l'engouement qu'elle suscite.

La campagne présidentielle a vu émerger un « phénomène Tchiroma » inattendu. Aux meetings d'Issa Tchiroma Bakary, candidat du Front pour le salut national du Cameroun (FsnC), des milliers de personnes se pressent, déjouant les prévisions. À Yaoundé comme à Douala, ses partisans, souvent jeunes électeurs, se sont rassemblés par centaines de milliers, sous le soleil, attendant parfois jusque tard dans la nuit, pour saluer son arrivée. Cette ferveur populaire a suscité des titres insolites comme « Tchiromavirus » et « Tchiromania », et a contraint les observateurs à reconnaître l'« engouement » pour ce candidat atypique. Les rangs serrés de militants, de sympathisants et de curieux, surgis aux heures les plus chaudes, entonnent par exemple : « au revoir Paul Biya, Tchiroma arrive ». Alors que le meeting de Yaoundé a dû être délocalisé du stade du lycée de Tsinga, ce nouveau site trouvé à la va-vite, était noir de monde.

Facteurs explicatifs

Le Ras-le-bol contre l'ancien régime. Après 43 ans au pouvoir, Paul Biya et son parti, le RdpC, sont perçus comme usés. Tchiroma le rappelle lui-même : « après 43 ans de règne, les Camerounais sont fatigués d'entendre et de voir le RdpC ». Ce rejet de la « longévité » de Biya irrigue sa base, renforcé par un discours de rupture.



Le candidat Issa Tchiroma en campagne à Douala | Photo: AP

Le message de rupture et de défi

Issa Tchiroma se présente comme le porte-voix des « sans-voix » et l'incarnation d'une révolte pacifique. Son discours est volontairement provocateur : « On peut tuer Tchiroma... On peut suicider Tchiroma ... Mais on ne peut pas suicider tout le peuple » Il se décrit comme « protégé par Dieu et le peuple ». Une manière de transformer sa personne en symbole de résistance. Il appelle aussi ouvertement à ce que Biya concède la défaite le cas échéant, ce qui relève d'une audace inédite dans les usages camerounais.

Le soutien de la jeunesse

Son message met fortement l'accent sur la cause des jeunes. Déjà 76 ans, Tchiroma promet de « faire des jeunes, des partenaires au développement » et de répondre au « chômage. » qui les frappent. De fait, de nombreux supporters arborent des slogans décalés comme « Tchiroma, mon bon "diable", je le vote. » C'est une référence à un évêque traduisant le désespoir et l'exaspération d'une génération en mal d'avenir. Son programme, tourné vers la justice sociale et l'équité, a séduit des électeurs qui se disent

« fatigués du RdpC ».

Un candidat plus transversal

Issa Tchiroma Bakary casse les codes traditionnels. Originaire du Nord du Cameroun, région qui soutient historiquement le RdpC, il attire des foules dans des villes de toutes les régions, francophones et anglophones. Sa caravane a parcouru en quelques jours Yaoundé, Limbé, Buea, Douala et maintenant Maroua. Le caractère consensuel de sa candidature est mis en avant : Tchiroma clame qu'il incarne la « volonté du peuple » et une « solution » aux problèmes du pays. Ce positionnement populiste le place à la jonction d'une aile conservatrice (il a été Ministre sous Biya) et d'une aspiration à un renouveau chez les populations urbaines et défavorisées. A l'évidence, Tchiroma fait consensus mieux que Bello Bouba Maïgari de l'Undp avec qui toute coalition semble maintenant impossible. Le candidat du FsnC attire une jeunesse frustrée, qui le voit comme un outsider courageux. Tchiroma a reçu des soutiens non négligeables comme l'Union pour le changement d'Anicet Ekane et de Djoukam Tchameni. Sans compter des voix qui comptent comme Me Alice Nkom et des cadres du Mrc de Maurice Kamto. Il y a chez

Tchiroma quelque chose que Bello n'a pas, même si ce dernier a obtenu des soutiens de poids et se présente comme une figure historique du septentrion, ancien Premier ministre, misant sur son expérience d'homme d'État et sa proximité avec certaines élites administratives.

Défis électoraux

Pour autant, le « vent du changement » qui souffle lors des meetings ne garantit pas la victoire électorale. L'appareil du RdpC reste puissant et la transparence du scrutin est incertaine. Issa Tchiroma lui-même reconnaît qu'il faudra « d'abord que le résultat de cette élection soit un raz-de-marée. Puis, ajoutez-il, le peuple doit se lever « comme un seul homme pour défendre son vote. ». Faire foule ne signifie pas gagner l'élection. Il reste difficile de confirmer l'observation empirique par les sondages qui continuent de manquer cruellement au Cameroun. Surtout que le terrain politique fait ressortir un contraste : l'enthousiasme immense chez une partie de l'électorat populaire, contre une opinion plus réservée auprès des élites établies. Dans tous les cas, si Tchiroma ne gagne pas la présidentielle, sa popularité témoigne d'une nouvelle virginité politique qui pourrait lui être utile lors des législatives et municipales de l'année prochaine. Mieux, il tient là une bouée de sauvetage dans la perspective de la fin d'un régime qu'il a assidument servi.

Assongmo Necdem

Dupleix Fernand Kuenzob

« La jeunesse a été intimidée et désorientée »

A l’occasion de la Présidentielle du 12 octobre, le secrétaire exécutif de l'Ong "*Dynamique Mondiale des Jeunes*" (DMJ) décrypte les préoccupations de la jeunesse camerounaise et les chances des candidats issus de cette catégorie sociale.

Les profils des candidats à la présidentielle 2025 indiquent deux candidats trentenaires, deux candidats quarantenaires et des candidats cinquantenaires ou plus. Quel commentaire faites-vous de ce constat?

De prime abord, l'on peut se réjouir de ce que le profil des candidats à la présidentielle d'octobre 2025 reflète, dans une certaine mesure, la répartition de la population du Cameroun selon l'âge ; puisque toutes les classes d'âge correspondant à la condition textuelle en vigueur, sont représentées. Selon la loi, le candidat à une élection présidentielle doit être âgé d'au moins 35 ans révolus à la date de clôture du dépôt de candidatures. La représentation graphique de la population camerounaise montre une base large qui indique le poids démographique de la jeunesse et un sommet aigu indiquant le faible pourcentage des personnes âgées et du troisième âge. Mais au niveau de la proportion des candidatures, l'on se rend à l'évidence que c'est l'inverse qui s'est produit. La classe des jeunes, même en intégrant les quarantenaires, représente seulement le quart des candidats. Ce qui est un véritable contraste. Cette situation peut se comprendre à travers le long désintérêt, voire la désaffection des jeunes vis-à-vis des questions politiques. Soit par ce que la jeunesse a été intimidée ou désorientée (la politique aux politiciens, l'école aux écoliers), soit parce qu'elle a été endormie (jeunesse fer de lance de la nation, leaders de demain). Le faible nombre de candidatures des jeunes peut être ainsi lu sous le prisme de la faible culture politique et juridique de la jeunesse. En approfondissant les constats, il faut relever la très faible représentation des femmes. Une candidate sur douze. Ceci nous amène à interpellier les appareils politiques que sont les partis, pour qu'ils développent des stratégies d'intéressement des jeunes et des femmes à la politique en mettant en place des écoles de formation de leurs cadres politiques et, surtout, en responsabilisant ces deux catégories en leur sein. Une telle approche pourrait qualifier les jeunes, qui témoigneraient alors d'une compétence et expérience avérée ainsi que du savoir-faire nécessaire.

Doit-on conclure que les jeunes citoyens ne comprennent pas vraiment les enjeux d'une élection présidentielle?
J'ai parlé d'une faible culture politique et juridique des jeunes. Dans ces conditions, il y a de fortes chances que les jeunes citoyens n'aient pas une appropriation approfondie des enjeux des institutions et donc des élections en général et de l'élection présidentielle en particulier. Nous devons néanmoins reconnaître que depuis 2018, l'intérêt des jeunes pour l'élection présidentielle au lendemain des débats devant le Conseil constitutionnel, est une claire indication que les jeunes sont à l'école de l'apprentissage et de la compréhension des enjeux électoraux. Nous



regretterons d'ailleurs qu'en 2025, le contentieux pré-électoral devant le Conseil constitutionnel, n'ait pas été retransmis dans les chaînes de télévision et que le gouvernement n'ait pas admis les populations aux audiences. Ce sont des cadres formatifs qui viennent compléter l'action que mèneraient les partis politiques et les organisations de défense des droits de l'Homme.

Au-delà des slogans et leur âge, les candidats jeunes ont-ils un ancrage chez les jeunes?

L'âge n'est pas et ne saurait être un critère de fédération des jeunes. Tout comme il n'est pas un critère de compétence ou d'efficacité, même s'il peut déterminer la vigueur et le dynamisme. A une exception près, comment voulez-vous que des candidats jeunes témoignent d'un véritable ancrage alors qu'ils ont atterri dans la course comme des champignons? A quel moment les jeunes ont-ils vu leurs pairs s'exercer à la responsabilité? On ne peut pas en vouloir aux jeunes s'ils ne se reconnaissent pas aux jeunes qui ont candidaté. Présider aux destinées d'une nation n'est pas qu'une simple affaire de suffrage. Il faut au minimum, être capable de resoudre une équation personnelle, démontrer des capacités dans plusieurs autres domaines, y compris jouir de l'entregent au niveau national et international, en plus de se constituer un réseau de relations dont la base est l'expérience de travail sur les plans diplomatiques. Il n'y a pas de honte à s'inscrire dans la mouvance d'apprentissage, pour préparer le terrain à ses futures aspirations. A ce niveau, en dehors de l'honorable Cabral Libii du Pcrn qui s'est frayé un chemin un peu plus tôt dans le couloir parlementaire et qui bénéficie de la présence du parti dans l'exécutif de

certaines communes éparses dans le pays, les autres candidats jeunes doivent beaucoup peiner à présenter un repère; bien que le candidat Caxton Ateki Seta du Pal soit porteur d'un projet de renforcement des capacités des jeunes dans la construction de la paix à travers l'initiative REPAIR (Rebuilding Peace through Actions with Inclusive Reach).

Le jeune est perçu comme un problème et non comme une opportunité pour la quête de solutions

La notoriété, c'est-à-dire ce caractère pour quelqu'un d'être connu par un grand nombre de personnes, va leur faire défaut. C'est un travail qui ne s'inscrit pas sur le court terme. Il demande présence et assiduité sur le terrain auprès des populations, avec des interactions porteuses de résultats.

Quelle est, selon vous, la place des aspirations des jeunes dans les programmes des candidats, tant les candidats jeunes que les candidats plus âgés?

Les aspirations des jeunes sont de trois principaux ordres. D'abord économique puisque les jeunes ploient sous le poids du chômage ou du sous-emploi. Ensuite politique dans la mesure où les jeunes s'estiment mis en marge des processus décisionnels. Enfin, les jeunes ont des aspirations d'ordre social en ce sens que le jeune demande à être valorisé. Quelques programmes dont nous avons pris connaissance intègrent les préoccupations des jeunes. Mais vous conviendrez avec moi qu'il ne suffit pas d'inscrire des aspirations dans un programme pour que ceci soit considéré comme un acquis. Les jeunes devront à l'avenir, apprendre à passer à l'offensive en se montrant demandeurs à outrance des politiques publiques. En effet, la per-

ception que notre société a du jeune n'est pas reluisante. Le jeune est perçu comme un problème et non comme une opportunité pour la quête de solutions aux problèmes et la mise en œuvre de solutions. Cette perception est presque acceptée par les jeunes eux-mêmes qui se contentent dans la plupart des cas, de l'assistanat au lieu de valoriser et vendre leur potentiel, au lieu de démontrer un rapport de force sur la base du poids démographique évoqué plus haut. Dans ce sens, les jeunes pêchent par un déficit de compétences et de connaissances des approches de transformation sociale comme nous pouvons l'observer à travers la somnolence du Conseil National de la Jeunesse (CNJC) qui aurait pu jouer un véritable rôle de catalyseur des aspirations des jeunes.

Être un candidat jeune est-il un avantage au Cameroun aujourd'hui dirigé par une gérontocratie?

Je dirai que c'est une opportunité et non un avantage car, le fait de demander que le leadership soit changé en faveur de la jeunesse est une lecture comparée avec d'autres pays notamment de l'Afrique de l'Ouest où la jeunesse est profondément ancrée en politique et où la notion de citoyenneté est solidement vécue de sorte que les jeunes qui aspirent à la magistrature suprême ne présentent pas que leur âge mais leur état de service ou leurs faits d'armes. Nous pouvons citer le cas du Sénégal ou du Mali. Ce qui est plus demandé à la classe dirigeante actuelle c'est la justice sociale, tant les populations ont l'impression que cette ancienne classe politique a confisqué tous les mécanismes de gouvernance. Il suffit qu'un candidat, quel que soit son âge, présente les garanties d'une personne crédible, mue par la volonté de servir l'intérêt général et commun, pour qu'il attire les foules. Le Prof. Maurice Kamto n'est pas un jeune. Mais vous avez vu l'espoir qu'il suscitait aux yeux du peuple. Ce n'était pas son âge qui lui conférait cette popularité, mais les valeurs qu'il incarnait. Il s'est montré ouvert à toutes les couches sociales, allant à la rencontre et à l'écoute des corporations. Ce qui a attiré beaucoup de sympathie. Donc au-delà du critère âge, le peuple a besoin d'un leader qui est proche des populations ou qui s'engage à être proche d'elles.

Les candidats à la présidentielle peuvent-ils véritablement compter sur un électorat jeune au regard de la non-participation politique des jeunes?

Il est difficile de répondre de façon péremptoire à cette question. Que disent les statistiques d'Elecam par rapport à la répartition des électeurs par tranche d'âge? C'est à partir de ces statistiques qu'il convient d'apprécier l'efficacité ou mieux la détermination de la jeunesse à participer aux scrutins dans le pays. A cela, il faut ajouter le fait qu'après les inscriptions, il faut retirer sa carte électorale avant d'aller voter. Le mau-

vais constat qui se dégage c'est que de nombreuses cartes d'électeurs traînent encore dans les bureaux communaux d'Elecam. On se serait attendu à ce que cette puissance des jeunes s'exprime par leur engagement à faire retirer les cartes d'électeurs. Un autre niveau d'appréciation de la puissance des jeunes sera leur comportement durant la campagne électorale. Nous savons par expérience que les violences électorales, du fait des manipulations et de l'instrumentalisation, sont le plus souvent orchestrées par les jeunes, de même que les fraudes et la constitution des charters électoraux. Ces pratiques négatives et néfastes sont une traduction de l'immaturité politique ou tout simplement de l'ignorance ou de l'inconscience. Nous espérons voir ces tendances à la baisse, et une participation plus responsable des jeunes.

Que pensez-vous d'une coalition des candidats jeunes à cette élection ?

Une coalition des candidats jeunes auraient été un signal fort pour montrer que les jeunes peuvent faire différemment que leurs aînés. Même si pour moi, la coalition doit être autour d'autre chose que l'âge. Le défaut de coalition est significatif de la difficulté pour les camerounais de travailler ensemble. Une incapacité à définir un minimum de consensus. Est-ce par peur de la trahison des contrats? L'histoire récente montre que peu de consensus ont été respectés au Cameroun par les hommes politiques. Les jeunes auraient-ils des prédispositions à rééditer de tels exploits? Nous pouvons plutôt exhorter les acteurs politiques à apprendre à se rapprocher, à communiquer entre eux en permanence, pour évacuer les peurs qui finalement desservent l'intérêt général et consacrent les égos.

Que pensez-vous des candidats jeunes qui ont rejeté l'idée d'une coalition de l'opposition, surtout une alliance avec les candidats considérés comme plus âgés ?

Puisque ces candidats ont rejeté la coalition de l'opposition, nous devons essayer de les comprendre ou surtout de comprendre leur rejet. N'est-ce pas paradoxal de rejeter l'alliance avec des moins jeunes et de le faire aussi avec les jeunes? Certes, le monde et le pouvoir se gèrent par génération, mais il ne faut pas forcer des alliances au point de mettre ensemble les chèvres et les choux. Nous avons la ferme conviction que le landernau politique est construit autour de comportements qu'il faut déconstruire avec le temps. Ces comportements sont marqués par la diabolisation de l'autre, le positionnement individuel et le sentiment d'être la seule solution aux côtés de rien. Cette même manière de faire la politique a renforcé l'idée selon laquelle un opposant est un diable (perspective des gouvernants) et tout opposant qui collabore ou a collaboré avec les gouvernants en place est taupe (perspective d'autres opposants). Comme si opposition signifiait inimitié. Or, toute idée doit concourir à la construction de la nation et du bien-être des citoyens.

Propos recueillis par Assongmo Ncedem

Sdf et Udc : l'expérience des grandes batailles

Quelles sont les chances de Joshua Osih et de Patricia Ndam Njoya à l'élection présidentielle 2025 au Cameroun ? La question vaut son pesant-d'or, tant les deux candidats sont portés par deux grands partis, vétérans de l'opposition : le Social democratic front (Sdf) et l'Union démocratique du Cameroun. Au-delà des programmes politiques, ces partis peuvent s'appuyer sur une expérience d'au moins 30 ans, depuis la présidentielle de 1992. Leurs trajectoires charrient les victoires et les échecs de l'opposition camerounaise, et surtout les espoirs et les désillusions qu'elle a suscités chez les Camerounais. Depuis 1992, l'Udc et le Sdf affrontent le même adversaire : Paul Biya et le Rdpc. Si l'opposition s'est remodelée, la question de la coalition demeure. Le positionnement de ces deux partis mérite d'être scruté.

Multipartisme

Une opposition entre traumatismes et résilience

Créés dans les années de braise, ils cumulent plus de 30 ans de combat politique, avec des revers, mais surtout un attachement à des idéaux et une quête permanente de réforme de l'Etat.

Depuis 1966, la vie politique camerounaise est dominée par un parti unique. D'abord l'Union nationale camerounaise (Unc), puis le Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (Rdpc) à partir de 1985. Toute voix discordante est assimilée à une menace à la stabilité de l'Etat. Pourtant, à la fin des années 1980, un vent de contestation souffle sur le pays. Des intellectuels, syndicalistes et militants réclament plus de libertés. En 1989, le procès de Me Yondo Black, Anicet Ekané et Albert Mukong pour tentative de création d'un parti politique, agit comme un catalyseur. Leur courage ébranle le système et ouvre la voie au pluralisme. C'est dans cette brèche historique que vont naître deux formations appelées à marquer durablement l'histoire politique du Cameroun : le Sdf en 1990 et l'Udc en 1991. Le Social democratic front (Sdf) voit officiellement le jour le 26 mai 1990. Son fondateur, Ni John Fru Ndi, libraire et ex-militant du Rdpc dans le Nord-Ouest, est entré dans l'opposition politique en prônant la démocratie, la justice sociale et le fédéralisme. Le lancement du parti à Bamenda tourne au drame. Six morts tombent sous les balles des forces de sécurité. Ces victimes deviennent les premiers martyrs du multipartisme camerounais. Face à la pression populaire et internationale, le régime légalise finalement les partis politiques en décembre 1990. Le SDF s'impose alors comme le fer de lance de l'opposition. Lors



Adamou Ndam Njoya



Ni John Fru Ndi



Patricia Tomaino Ndam Njoya



Joshua-Osih

de la Présidentielle de 1992, la première pluraliste depuis l'indépendance, Fru Ndi affronte Paul Biya dans un duel historique. Officiellement battu avec 36% des voix, il dénonce des fraudes massives et entre dans la légende comme le principal opposant du pays. Le SDF se structure idéologiquement autour d'un triptyque : justice sociale, démocratie et fédéralisme. Il prône un Etat décentralisé où les régions anglophones retrouveraient

leur autonomie au sein d'une République Fédérale. Dans les années 1990 et 2000, le parti fait de la défense des libertés publiques, son cheval de bataille, mobilisant à la fois les rues et les tribunaux. Fru Ndi incarne la fougue, le verbe populaire et la contestation de rue. Tribun et charismatique, le Chairman harangue ses militants et sympathisants en pidgin english : « *My people, time don reach make we stand up!* » Aux élections sénatoriales de 2013,

le SDF, pourtant premier parti d'opposition, subit un revers cinglant. Lors de la crise anglophone déclenchée en 2016, il tente de jouer un rôle de médiateur, appelant au dialogue et refusant la logique séparatiste. Kidnappé à plusieurs reprises par des groupes armés, Fru Ndi demeure jusqu'à sa mort en 2023 un homme fidèle à son credo : « *Fighting for justice and democracy in Cameroon.* » En 2018, Ni John Fru Ndi se retire de la course présidentielle et laisse place à Joshua Osih, député de Douala, comme candidat. Ce passage de témoin symbolise la volonté de modernisation du SDF. Mais l'échec électoral est cuisant. Avec 3,35 % des voix, Osih signe la pire performance du parti depuis sa création. Le SDF, longtemps deuxième force politique du pays, amorce un déclin progressif. Après la mort de John Fru Ndi en 2023, Osih est élu président du parti. L'homme politique se représente pour la deuxième fois à la présidentielle du 12 octobre prochain.

Udc : la politique comme morale publique

Quelques mois après la légalisation du multipartisme, le 26 avril 1991, naît à Foumban l'Union démocratique du Cameroun (Udc). Son fondateur, le Dr Adamou Ndam Njoya, ancien Ministre de l'Éducation nationale, juriste et intellectuel respecté, conçoit son parti comme une école de vertu politique. L'Udc se positionne d'emblée comme une opposition morale et pacifique, re-

fusant les compromis et la violence. Entre 1992 et 2007, les députés du parti, sous la direction intellectuelle d'Adamou Ndam Njoya, ont animé la vie parlementaire, en présentant plusieurs propositions de loi incitant à des réformes. Il y a eu le texte sur la moralisation de la vie publique (1995) visant à instaurer une déclaration obligatoire de patrimoine pour les hauts responsables de l'État, le texte sur la décentralisation effective (1998) proposant que les communes et régions disposent de budgets autonomes, la proposition sur la réforme du Code électoral (2002) exigeant la création d'une Commission électorale véritablement indépendante, bien avant la naissance d'Elections Cameroon. Aucune de ces propositions n'a jamais prospéré dans un Parlement dominé par le Rdpc et ses alliés. En 2018, Adamou Ndam Njoya, malade, a quand même posé sa candidature à l'élection présidentielle. Il meurt peu après, laissant dans l'incertitude les militants du parti, surtout dans les bastions notamment dans le département du Noun, l'arrondissement de Douala 1er, la région de l'Adamaoua ou encore la région du Sud et la ville de Kye-Ossi en particulier. Depuis le décès du père fondateur de l'Udc, son épouse, Hermine Patricia Tomaino Ndam Njoya a repris le flambeau avec fermeté. Elle maintient la ligne morale du parti et réaffirme le refus de toute compromission avec le pouvoir. En course à l'élection présidentielle de 2025, Patricia Ndam Njoya est la seule femme parmi les 12 candidats.

Alain Leuwat

Hermine Patricia Tomaino Ndam Njoya

L'égérie de la Présidentielle

Présidente et candidate de l'Udc, elle construit son leadership à travers des initiatives de coalition de l'opposition et des propositions de réforme politique au Cameroun.

L'unique femme en lice à la présidentielle d'octobre 2025 est Hermine Patricia Tomaino Ndam Njoya de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) fondée en 1991 par son défunt époux Adamou Ndam Njoya. Elle s'engage en politique en 1991 et participée aux marches de l'opposition appelant au retour du multipartisme, puis intègre l'Union démocratique du Cameroun (Udc). Après la mort d'Adamou Ndam Njoya le 7 mars 2020, la native de Yaoundé, âgée de 56 ans, porte le flambeau du parti depuis la convention nationale de 2021. Elle a été députée de l'Assemblée nationale du Cameroun de 2007 à 2020. Elle



est maire de la ville de Foumban et porte-parole du Conseil régional de l'Ouest-Cameroun, présidente du Syndicat des communes du Noun. En dehors de la politique, elle oc-

cupe le poste de présidente de l'Association des femmes camerounaises de café (Afecc). Son parcours en politique, pourrait lui donner l'étoffe et des arguments

solides pour présider aux destinées du pays. Nonobstant l'univers politique dominé par les hommes, elle ne recule pas. Elle exprime ses idées et sa vision pour un nouveau Cameroun. A l'instar de son défunt époux, Patricia Tomaino Ndam Njoya est surnommée « *femme de fer* ». D'ailleurs, du temps où elle était députée, les membres du gouvernement, issus majoritairement du Rdpc au pouvoir, ont eu maille à partir avec elle, lorsqu'elle était secrétaire de la Commission des lois constitutionnelles, des droits de l'Homme et des libertés, de la justice, de la législation et du règlement de l'administration à l'Assemblée nationale.

Grace à un esprit combattif, elle suscite et force le respect chez certains et de l'agacement chez d'autres. Dans ses prises de position, elle met en avant son projet de société qui s'articule sur la lutte contre la corruption, le chômage des jeunes, la valorisation du mérite, la modification du code électoral et de la constitution. Face à ces challenges, la candidate appelle la diaspora camerounaise à se joindre à la cause tant au parlement qu'au sein des conseils régionaux. Rassembleuse, elle était à la tête de la coalition du Groupe de Foumban. Objectif: réunir toutes les forces vives de l'opposition pour créer un front commun capable de renverser Paul Biya. Cette initiative, malheureusement, a fait choux gras.

Olivier Mbessité

Programme

Patricia Ndam Njoya : dame d’« espérance »

La candidate de l’Udc trace les lignes d’une stratégie politique ambitieuse.

L’Udc se présente non seulement comme un contre-poids au régime en place, mais comme porteur d’une vision intégrée pour une transformation profonde du pays. Le parti met en avant la nécessité d’une rupture totale avec les pratiques politiques actuelles. Dans ses prises de parole, la présidente nationale, Tomaïno Ndam Njoya, dénonce un régime qu’elle juge en crise profonde, miné par la corruption systémique, le favoritisme, le népotisme, la marginalisation de certaines régions et la violation des principes démocratiques. Elle appelle explicitement à « mettre fin aux 43 ans de pouvoir » du Rdp, incarnés selon elle, par une gouvernance figée qui n’a su renouveler ni les élites, ni les pratiques politiques au service du peuple. Un des piliers du projet de l’Udc est l’unification de l’opposition autour d’un candidat consensuel, et d’un pro-



gramme commun. Dès le mois d’août 2025, l’Udc a participé avec d’autres partis de l’opposition, à des rencontres (notamment à Foumban et Yaoundé)

pour mettre en place un comité technique chargé d’harmoniser les visions politiques, bâtir un programme partagé et coordonner les actions électorales. Cette

démarche répond à l’idée que seul un front uni pourra contrer le pouvoir sortant, dans des conditions souvent jugées inégales.

Priorités politiques et proposition de société

Dans sa plateforme, l’Udc met l’accent sur plusieurs domaines clés. Le renforcement de la démocratie et des institutions. Le parti plaide pour des réformes institutionnelles substantielles qui pourront garantir des élections libres, transparentes et équitables, rendre le pouvoir judiciaire réellement indépendant, assurer la neutralité de l’État dans les campagnes électorales.

Justice sociale et développement économique inclusif

La lutte contre le chômage des jeunes est placée au cœur de son programme. L’Udc promet également de soutenir l’entrepreneuriat, de créer des opportunités dans toutes les régions, particulièrement dans les zones rurales

ou défavorisées. Le thème de l’égalité des chances revient souvent dans ses discours.

Bonne gouvernance et lutte contre la corruption

La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, figurent parmi les priorités non négociables. L’Udc entend mettre en place des dispositifs pour assurer la reddition des comptes, rendre transparent la gestion des ressources publiques et punir les abus.

Unité nationale, dialogue et cohésion sociale

Le parti insiste sur la nécessité de promouvoir un dialogue national inclusif, la réconciliation entre les composantes du pays, et la protection des libertés fondamentales. Selon l’UDC, sans paix sociale et cohésion, aucun développement durable n’est possible. L’Udc se projette au-delà de l’élection de 2025. Le parti veut poser les fondements d’un « Cameroun régénéré ».

Guy Etom

Joshua Osih

Candidat du Sdf fier de son passé

Il incarne la philosophie du Chairman John Fru Ndi, fort de son expérience politique.



Ce 12 octobre 2025, Joshua Osih ira à l’élection présidentielle pour la seconde fois sous la bannière du Social democratic front (Sdf). Il avait pris part au scrutin 2018 où il a enregistré le pire résultat du parti depuis sa création (3,35%). Le Sdf de Joshua Osih a occupé le rang quatrième à cette élection perdant sa place de deuxième force politique. La défaite avait été en partie expliquée par la crise socio-politique qui secoue le Nord-Ouest et le Sud-Ouest depuis 2016. Pour l’élection de 2025, le candidat Joshua Osih devra convaincre de son expérience politique. Il est

né le 9 décembre 1968 à Kumba (Sud-Ouest) au Cameroun. Il est titulaire d’un MBA en leadership et développement durable et possède plus de 25 ans d’expérience dans l’industrie aéronautique, notamment dans les opérations de gestion. Il a rejoint le Sdf en mars 1991. En 2002, il est élu président régional du Sdf pour la région Sud-Ouest. De 2006 à 2012, il est élu 2ème vice-président du parti. En 2018, il est élu 1er vice-président du parti. Lors de la convention extraordinaire du parti de 2018 qui conclut les primaires du parti, il est élu candidat à la présidentielle du Sdf pour

l’élection présidentielle de 2018. Il est par ailleurs président du Sdf depuis le 29 octobre 2023, succédant à John Fru Ndi, l’un des fondateurs du parti, décédé le 12 juin 2023. Il est député à l’Assemblée nationale depuis 2013. A cette élection présidentielle, le président du Sdf se présente comme un réformateur, proposant aux Camerounais une gouvernance fondée sur la justice, la dignité et l’égalité de chance pour tous. Le candidat du Sdf a choisi de faire cavalier solitaire, convaincu de renverser le Renouveau en place depuis le 6 novembre 1982.

Olivier Mbessité

Programme

J. Osih et le Sdf pour « sauver le Cameroun »

Dans la course à la Présidentielle 2025, la vision demeure la rupture avec le système gouvernant.

Joshua Osih, élu candidat du parti sous le label « Sauver le Cameroun », dévoile ce qu’il présente comme une alternative crédible face à la longévité du régime en place. Retour sur les grandes lignes de sa plateforme politique, ses objectifs immédiats et ses promesses pour un mandat tourné vers la justice sociale, la démocratie locale et la paix. Investi le 1er mars 2025 à l’unanimité lors d’un congrès extraordinaire du Sdf à Yaoundé, Joshua Osih a posé les jalons d’un projet baptisé « Sauver le Cameroun ». Ce slogan reflète une ambition forte : remettre le pays sur les rails à travers des mesures rapides, visibles et durables, dans un contexte marqué par les crises sécuritaires, sociales et institutionnelles. Le Sdf insiste sur la clarté dans le jeu démocratique. Osih rejette les alliances avec des personnalités qu’il accuse d’avoir contribué aux maux actuels du pays, notamment dans le conflit anglophone. Selon lui, inutile de proposer le changement si l’on s’allie à ceux qui ont, selon lui: "alimenté les violences ou participé à l'affaiblissement des institutions".

Les grandes priorités du programme « Rescue Cameroon »

Le programme socio-économique du Sdf, présenté le 19 août 2025, sous le nom de "Rescue Cameroon", s’appuie sur des engagements concrets dans plusieurs secteurs clés : santé, éducation, services administratifs, diplomatie et institutions. 100 jours pour mettre fin à la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à travers la délivrance conditionnelle, amnistie pour les ex-combattants, réouverture sécurisée des écoles. Un an pour restaurer la dignité dans le Grand Nord en traitant les problèmes d’infrastructures, d’accès à l’eau, de routes et d’agriculture. Éducation gratuite jusqu’au se-



condaire, suppression de certains examens probatoires, gratuité de la carte nationale d’identité, gratuité des documents administratifs essentiels. Pour les réformes institutionnelles il prévoit un référendum constitutionnel, une conférence constitutionnelle, le renforcement du bilinguisme enfin, la vérité et la réconciliation nationale. Pour les pratiques de bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, son programme compte sur la déclaration systématique des avoirs, la fin des évacuations médicales à l’étranger financées par l’État pour les officiels, la responsabilisation de l’exécutif dès les premiers jours du mandat. La transformation socio-économique n’est pas en reste. Il prévoit pour cela, la création d’un million d’emplois, l’industrialisation, le renforcement des infrastructures de santé, des logements sociaux, des investissements pour les jeunes et les femmes. Le Sdf a planifié un calendrier de mise en œuvre par paliers, indiquant ce qui peut être fait dans les 100 jours, dans la première année, puis au cours d’un mandat complet. Par exemple pour

les 100 premiers jours, il compte mettre fin aux violences dans le NO-SO, la libération conditionnelle des détenus de la crise anglophone, la réouverture des écoles et la gratuité des documents administratifs. En un an il prévoit la restauration de la dignité dans le Grand Nord, des actions sur les infrastructures de base, sécurité alimentaire. En 3 ans, la reconstruction institutionnelle, le référendum sur la forme de l’État, la réforme de la constitution, la vérité et la réconciliation. Avec un mandat complet, il compte mettre en œuvre, une transformation socio-économique de fond, emploi, santé, logement, industrie. Le SDF de Joshua Osih présente pour 2025, un manifeste de rupture marqué par des promesses de justice sociale, de paix, de réforme démocratique et de redressement économique. L’accent est mis sur des résultats rapides, visibles, pour gagner la confiance des populations, notamment dans les régions historiquement marginalisées.

Guy Etom

Sdf et Udc: trajectoires divergentes face aux nécessités de convergences

Après le rejet par Fru Ndi d'une candidature de l'opposition portée par Ndam Njoya en 2004, les deux partis restent encore sur des positions éloignées en 2025.

Depuis la publication officielle de la liste des candidats à l'élection présidentielle de juillet 2025, l'opposition camerounaise s'efforce de trouver un front uni pour défier le parti au pouvoir. C'est dans ce cadre que Patricia Tomaino Ndam Njoya, présidente de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), a reçu à Foumban un groupe de candidats, dénommé « *le groupe de Foumban* », pour discuter de l'éventualité d'une candidature consensuelle de l'opposition. Lors de cette rencontre, Tomaino Ndam Njoya a affiché sa volonté de compromis, déclarant qu'elle était prête à s'aligner derrière le candidat consensuel choisi par les autres formations. Une posture qui illustre la tradition de dialogue et de conciliation chère à l'Udc depuis sa fondation par Adamou Ndam Njoya en 1991. Ce parti a toujours prôné l'unité des forces démocratiques, tout en restant fidèle à ses principes de moralisation de la vie publique et de décentralisation. Des valeurs que Patricia Tomaino incarne aujourd'hui. Mais le Sdf, l'autre force de l'opposition camerounaise, a choisi de boycotter cette assise de Foumban, confirmant une posture historique d'affirmation et d'indépendance. Au mois de septembre de l'année en cours, sur les ondes de Radio France International, le Chairman du parti, Joshua Ossi, a clairement indiqué son



Joshua Ossi et Patricia Ndam Njoya côte à côte lors des concertations de l'opposition sur la réforme du Code électoral.

opposition à toute candidature consensuelle qui ne placerait pas le Sdf au centre du dispositif. Selon lui, pour qu'une telle initiative ait du sens, « *les autres partis doivent s'aligner derrière le Sdf.* » Cette position traduit une logique de leadership isolée du parti dans l'opposition. Cette stratégie n'est pas nouvelle. En 2004, alors que le fondateur de l'Udc, Adamou Ndam

Njoya, avait été désigné candidat consensuel de l'opposition, John Fru Ndi, leader du Sdf, avait refusé de s'y rallier, déclarant que « *c'est la rivière qui se jette dans le fleuve, pas le fleuve qui se jette dans la rivière.* » Cette métaphore illustre parfaitement la philosophie historique du Sdf : se positionner en acteur central et incontournable de l'opposition, quitte à privilé-

gier ses ambitions propres sur l'unité formelle. La présidentielle du 12 octobre 1997 devait être celle de la revanche pour l'opposition. Dès le début de l'année, les discussions sur une candidature unique de l'opposition refont surface. En juillet 1997, après plusieurs réunions infructueuses, John Fru Ndi annonce que le Sdf boycottera la présidentielle. Quelques jours plus tard, Adamou Ndam Njoya lui emboîte le pas. En 1992, la question d'une candidature unique de l'opposition devient centrale. Plusieurs rencontres sont organisées à Yaoundé, Douala et Bamenda pour trouver un terrain d'entente. Le mot d'ordre était clair : éviter la dispersion du vote face au président sortant, Paul Biya, candidat du Rdp. Fort d'une popularité grandissante dans les régions anglophones et au sein de la jeunesse urbaine, le Sdf revendique le leadership naturel de l'opposition. John Fru Ndi, auréolé de son charisme et de sa proximité avec les masses, estime que le peuple l'a déjà choisi comme porte-flambeau du changement. Face à lui, le Dr Adamou Ndam Njoya prône une approche plus consensuelle. Pour le leader de l'Udc, le changement véritable ne peut se construire que dans le dialogue, la concertation et la recherche d'un équilibre national. Les tractations échouent. L'opposition perd l'élection.

Alain Leuwat

Jean-Bosco Talla

« Etre aguerris ne suffit pas »

Le journaliste est l'éditeur de l'ouvrage « *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise* » produit à la suite du débat citoyen baptisé « *La Grande Palabre* », qu'il organisait jadis. Fin observateur de la scène politique camerounaise, il analyse le rôle que l'Udc et le Sdf peuvent jouer à la présidentielle 2025, ainsi que les chances des candidats de ces deux partis.

Le fait d'être des vieux partis d'opposition offre-t-il un avantage au Sdf et l'Udc à cette présidentielle ?

Ces deux partis sont des vétérans de l'opposition camerounaise, au sens de partis ayant accumulé des expériences relatives à leurs participations sans discontinuité aux différents scrutins présidentiels organisés au Cameroun depuis 1992. Cela dit, le fait d'être des vétérans de la vie politique devrait être un avantage car, ils ont eu le temps d'être aguerris. Ils sont devenus plus expérimentés face aux contraintes, aux exigences, aux difficultés, aux épreuves ou aux pénibilités liées à la préparation, à l'organisation, à la structuration et au déploiement des machines électorales efficaces. Mais, le fait d'être aguerris ne suffit pas. Encore faudrait-il qu'ils aient les moyens de leur politique. C'est une lapalissade : l'argent est le nerf des élections.

Quelles sont les chances de leurs candidats, Joshua Ossi et Hermine Patricia Tomaino Ndam ?

Objectivement, ces deux candidats ont peu de chance de battre le candidat-président sortant. Cette remarque est d'ailleurs valable pour tous les autres candidats en lice face au candidat du parti au pouvoir qui se livrent une guerre de positionnement sans merci, l'enjeu étant de se positionner pour être soit deuxième, soit troisième, ainsi de suite

Est-ce qu'on peut comprendre la démarche totalement opposée de ces deux partis sur la question de la candidature consensuelle ? Patricia Ndam anime un projet de coalition au sein du groupe de Foumban alors que, pour Joshua Ossi, la coalition de l'opposition est sans objet si elle ne se fait pas autour du Sdf.

Il convient de noter que les deux candidats ne sont pas fondamentalement et par principe opposés à la mise en place d'une configuration transactionnelle, organisationnelle et opération-



nelle qu'est la coalition. D'ailleurs, les deux candidats étaient déjà membres de la plateforme ayant proposé un Code électoral consensuel. Ce qui les oppose, me semble-t-il, c'est le timing, le moment choisi pour penser cette démarche tactique. Pour Joshua Ossi, d'une part, cette démarche devrait être entreprise et les résultats issus des différentes concertations obtenus avant que les partis politiques n'investissent leurs candidats à la présidentielle du 12 octobre 2025. Pour Patricia Ndam Njoya, d'autre part, il ne fallait pas ramer à contre-courant d'une certaine opinion qui souhaitait la mise en place d'une coalition entre les forces dites du changement. Ce faisant, elle envisageait bénéficier d'un gain politique qui sortirait son parti de son confinement dans le département du Noun. Au-delà de cette observation, il y a, du côté du SDF, un désir de repositionnement et de reconstruction comme parti leader de l'opposition et surtout une volonté ardente de vendre un projet politique en ré-affirmant sa singularité axée sur

le fédéralisme. Sans oublier que les deux candidats ont en ligne de mire, les prochaines élections municipales et législatives. Ces enjeux à venir ont rendu impossible le choix d'un candidat consensuel et la mise en place d'une coalition efficace. Vous conviendrez avec moi que les démarches tactico-stratégiques des deux candidats sont compréhensibles politiquement, et dans une certaine mesure idéologiquement. **Sur cette question de candidature consensuelle, est-ce que les candidats Joshua et Patricia Ndam sont sur les pas de leurs prédécesseurs ? Fru Ndi s'est toujours considéré comme celui devant porter toute candidature de l'opposition. Or, Adamou Ndam Njoya a davantage travaillé à construire des coalitions sans mettre sa personne au centre du jeu.** On pourrait sans risque de se tromper affirmer que sur le plan politique, l'histoire de la recherche d'une candidature consensuelle ou de la mise en place d'une coalition se répète de ma-

nière cyclique, avec des événements similaires qui se reproduisent à différents moments. En général, on pourrait même postuler que nos femmes et hommes politiques, nos politiciens (au sens péjoratif du terme) qui prétendent inverser le rapport de force politique en leur faveur, sont incapables de tirer les leçons de notre histoire politique et celles de notre histoire électorale. Hélas ! **Au-delà de la candidature unique ou consensuelle de l'opposition, que peuvent apporter le Sdf et l'Udc dans la mutualisation des efforts de l'opposition, au regard de leur expérience et leur implantation sur le terrain ?**

Comme je l'ai dit précédemment, au regard de leur expérience, ces deux partis peuvent apporter une plus-value dans la mutualisation des forces politiques et sociales d'abord s'ils commencent le travail politique à temps autour d'un agenda et des objectifs précis, longtemps avant les échéances électorales, ensuite s'ils transcendent les calculs politiques, leurs égos et les querelles de leadership et s'ils placent l'intérêt commun au cœur de leurs préoccupations.

Est-ce que ces deux partis peuvent avoir une responsabilité particulière dans la quête d'un processus électoral contrôlé et apaisé ?

La quête d'un processus électoral contrôlé et apaisé ne saurait incomber aux deux partis politiques seuls. Elle est aussi de la responsabilité de tous les partis, de toutes les formations politiques, des organisations de la société civile, des leaders d'opinion et des citoyens-électeurs.

Est-ce que les scores des candidats Joshua Ossi et Hermine Patricia Tomaino Ndam à cette présidentielle vont indiquer leur niveau de légitimité depuis le départ des leaders charismatiques que furent John Fru Ndi et Adamou Ndam Njoya ?

En politique, la légitimité des acteurs

ou des leaders est fondamentale. Elle se soutient d'une croyance collective. On n'est pas légitime par soi-même. On est légitime parce qu'on est reconnu digne de représenter ce qui est instauré et reconnu par la collectivité. En matière électorale, la légitimité est certes conférée par les urnes, cependant, il faudrait tenir compte du contexte. Il serait précoce de mesurer le niveau de légitimité de ces deux leaders à l'aune des résultats de cette présidentielle, car ils viennent d'hériter des partis politiques à la tête desquels ils tentent encore d'imprimer leurs marques.

Est-ce que leurs résultats vont aussi témoigner de ce que vaut le parti sous leur direction depuis le départ du leader historique ?

Comme je viens de le dire, les deux leaders tentent encore d'imprimer leurs marques à la tête de ces partis jadis dirigés par des leaders charismatiques que furent John Fru Ndi et Adamou Ndam Njoya, aujourd'hui décédés. On ne devient pas Ni John Fru Ndi ou Adamou Ndam Njoya d'un coup de baguette magique. Leurs partis sont en re-construction et ils ont besoin du temps pour imprimer leurs marques. L'on ne devrait pas trop en demander aux partis en reconstruction.

Le Sdf va-t-il souffrir à cette présidentielle du fait que les derniers poids lourds du parti ont été exclus lors de la bataille de succession ?

Je ne pense pas que lors de cette présidentielle, ce parti souffrira de l'exclusion de ceux que l'on pourrait appeler, à tort ou à raison, « *derniers poids lourds* ». Je pense que le nouveau leadership a pris la mesure des enjeux et du travail politique à abattre pour faire émerger de nouvelles figures emblématiques au sein de cette formation politique. J'estime plutôt que l'apaisement de la crise sociopolitique ayant cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pourrait être à l'avantage du SDF qui re-conquerirait ainsi ses fiefs et le repositionnerait comme l'un des leaders, pour ne pas dire le leader de l'opposition.

Propos recueillis par
Assongmo Ncedem

La tragédie du pouvoir

Avec « Un jour Ngoungoure », le metteur en scène nigérien Béto Bétodji signe une pièce qui nous plonge dans la course vers le pouvoir et ses affres sur les prétendants.

Il y a 92 ans, il mourrait à Yaoundé. Loin des siens. Confiné dans un minuscule territoire de ce qui est aujourd’hui une partie du quartier Efoulan. Exilé par un pouvoir colonial français qui redoutait sa proximité avec les Allemands. Lui c’est Njoya, l’un des plus grands noms de la dynastie Nchare Yen de Foumban. Et qui aura été dans l’histoire de ce peuple, et même du Cameroun tout entier, une figure marquante de la politique et de la créativité. Lui dont le règne commença par une régence. Celle de sa mère Njapdunke à la fin du 19ème siècle, dans un espace qui allait bientôt subir la colonisation allemande. Si l’histoire de ce monarque aux états de service créatifs est plus ou moins connue, il reste que celle de sa grand-mère ne l’est point. Une dame qui pourtant aura réussi à s’asseoir sur le trône de ses ancêtres à la faveur d’un jeu politique particulier. C’est de cette figure qu’il est question dans le spectacle « *Un jour Ngoungoure* ». Pièce de théâtre qui a captivé l’attention des cultureux trois soirs durant en fin août dernier à Yaoundé. A la salle Wakeu Fogaing du Laboratoire de théâtre Othni de Yaoundé. Une pièce qui a su présenter



La reine Ngoungoure dans ses atours.

le tragique d’une lignée royale où le sang aura eu tous ses droits dans la course vers le pouvoir. Béto Bétodji, venu de Niamey, a ainsi su trouver le moyen de raconter une trajectoire vers le pouvoir maculé de sang, résultat des appétits de nombreux prétendants. Dans les couloirs de l’ancien palais de Foumban en effet, ils furent nombreux au milieu du 18ème siècle, à lorgner le pouvoir du roi Mbouombouo. A tel point qu’il finit par s’en rendre compte et décida de décapiter tous ses fils qui, visiblement, ne comprenaient pas le sens du pouvoir royal.

Ngoungoure en surviva, avant elle-même de subir la cruauté du monarque suivant, qui lui prit également toute sa progéniture. Finalement, un compromis l’amène au trône. Pour un bref séjour. Racontée ainsi, l’on ne perçoit pas les méandres du tragique qui aura marqué l’essentiel du parcours de Ngoungoure. Le génie de Bétodji aura été de donner à voir les souffrances indicibles d’une Ngoungoure dont l’existence ne fût point de tout repos. Et pour ce faire, il s’est appuyé sur le jeu d’une Hermine Yollo en état de grâce , dans le rôle-titre, mais aussi

de narratrice. Du haut de sa stature de valeur sûre des planches chez nous, Yollo aura puisé dans toute sa science et tout son art de comédienne de haut niveau, pour donner à ce rôle toute sa profondeur. Glaçant le spectateur par moment. Sans forcer, son talent est apparu dans toute ses déclinaisons au fur et à mesure du déroulé de la pièce. Durant plus d’une heure en effet, elle a su prendre en charge un rôle tiraillé entre la tragédie et la comédie, sans que pour autant son sérieux à elle ne quitte la représentation dont la profondeur n’aura jamais été prise en défaut. A côté de Yollo, Becky Beh aura assuré tout autant, dans un second rôle non moins important, pour saisir les nuances du récit dramatique. Complément idéal de Yollo, elle l’aura été de bout en bout. Distillant au passage la joie si rare dans un déroulé plutôt macabre et qui faisait la part belle à la tristesse. De plus, Beh aura eu le nez creux pour dégainer l’autre flèche de son carquois d’artiste : elle a ainsi assuré les musiques (composition et exécution) qui ont accompagné le récit et dont la recherche a souvent fureté sur les territoires des rythmes bamoun, mais pas seulement. A deux, Yollo

et Beh ont ainsi constitué un duo presque parfait, pour une histoire tragique. En sortant de ces soirées pénibles à Othni, le spectateur a mesuré combien les palais sous nos cieux couvent tant de situations tendues par la quête du pouvoir suprême. « *Un jour Ngoungoure* » aura été un moment de méditation sur le pouvoir et ses vertus, sa scénarisation et son exercice, loin des regards d’un peuple qui, bien souvent, ne se doute pas des enjeux de pouvoir et du prix à payer pour y arriver et s’y maintenir. Ces trois soirées finalement n’auront été qu’une prémisse pour d’autres encore que mérite ce drame qui a su s’enraciner dans le vécu d’un peuple célèbre qui, aujourd’hui encore, est au centre de phantasmes, et de représentations souvent sordides. Il ne reste donc plus qu’à partager avec d’autres publics, d’ici et d’ailleurs, cette représentation avec son propos mesuré mais poignant. **"Un jour Ngoungoure" d'Hermine Yollo, mise en scène par Béto Bétodji, avec Hermine Yollo et Becky Beh, musique de Becky Beh, régie son et lumière de Roch Amédet Banzouzi, scénographie de Bénédicte Jolys, Compagnies Ngoti, Punta Negra et Forge Arts, 2025, 85 min.** Théophraste Kemajou

Nécrologie

Serge Pouth, quelle voix et quel esprit !

Le journaliste a rendu l’âme face à la maladie. A la télé comme à la radio, son inspiration continue de nourrir des productions.



Serge Pouth au cours d'une émission d'animation à la radio.

La distinction de journaliste était sa voix. Il la déposait comme un coton-tige à l’oreille des auditeurs et des téléspectateurs de la Crtv, à la télévision comme à la radio. Serge Bertrand Pouth était cette voix fine qui enrobait la beauté des verbes et des belles expressions de la sphère journalistique. Cette voix, on ne

l’entendra plus jamais, si oui, via l’immensité de son travail qu’il laisse à la future génération. Cette dernière pourra s’en inspirer. Le travail, il en a produit depuis 1993, année de l’envol de son art de journaliste. « *Broken heart* » est sa première marque de fabrique, créée et produite sur les antennes de la 105 FM à Douala. Son gé-



Serge Pouth en studio à la radio.

nie créateur débordant d’innovations, le mène vers une autre émission en 1994, qu’il appela « *Tambour* ». Il donnera du confort et de l’envie à rester scotché sur la radio des années durant. En 2003, il fait escale à RFI en France pour un stage. Son retour marquera son recrutement à la Crtv. Au bout d’un an, sa hiérarchie lui fait confiance et le nomme

chef de service à la station Crtv d’Ebolowa dans la région du Sud. En 2005, une autre aventure s’offre à lui du côté de Bafoussam, lors de l’ouverture de Poala FM, une radio urbaine du réseau Crtv, dans la région de l’Ouest Cameroun. Il y arrive comme chef service de la programmation musicale et de l’animation. En

2011, il est accueilli à la rédaction centrale du Poste national, puis s’envole à nouveau pour la 105 FM comme chef de chaîne en 2015. Il terminera finalement entre les murs de la maison de la radio à Yaoundé et la tour de Mballa II. Proposant des chroniques littéraires, des grands reportages et documentaires, des animations concerts radio-phoniques tous les vendredis au poste national dans le cadre des matinées de la Crtv. Ayant choisi la promotion du livre et leurs auteurs, il crée le programme « *Ponctuation* » qu’il a animé jusqu’à sa mort. La maladie a emporté l’homme croyant, qui nourrissait son entourage de conseils à chaque occasion. Un événement bouleversant qui décroche Serge Pouth de la vie, à l’âge de 60 ans. Une voix importante s’est éteinte dans le paysage médiatique camerounais.

Bertin Bidja

Sciences et innovations

Les jeunes chercheurs ont reçu les clés du succès

Lors du tout premier forum dédié aux jeunes chercheurs du Cameroun, ils ont appris des parcours inspirants de leurs aînés sur la recherche des financements.

Du 25 au 26 septembre 2025 s’est tenu au Palais des Congrès de Yaoundé, le premier Forum national des jeunes chercheurs. Sous la houlette du Centre Pasteur du Cameroun (CPC) et des multiples partenaires. Les intervenants ont donné des stratégies pour capter les financements externes et internes utiles.

Le Pr Charles Wondji est spécialiste de génétique et de vecteur biologique. Il a partagé son parcours avec les jeunes doctorants. Etudiant, il a axé ses travaux de recherche sur les échantillons vecteurs du paludisme. Sur les conseils de son encadreur, il s’est spécialisé sur les génotypes des marqueurs d’hydrosatellite. L’expertise acquise au laboratoire, a été un élément capital pour la visibilité internationale. A la suite de ces études, l’encadrant l’a encouragé à faire les génotypes de populations à Montpellier en France. En plus de cela, il a fait un séjour aux Etats-Unis pour peaufiner les méthodes d’analyse génétique des populations sur la base de l’hydrosatellite. Ceci dit, il conseille aux jeunes chercheurs, de travailler très tôt sur ce qui va les distinguer des autres.

« De nos jours, il y a des techniques. Si l’on travaille sur la génétique, il faut avoir l’expertise en informatique, il faut pouvoir l’analyser avec les outils les plus fins possibles. Ne faites pas le standard, ne faites pas ce qui est fait par monsieur tout le monde. Se poser la question qu’est-ce qui



Un panel au cours du Forum national des jeunes chercheurs tenu au Palais des Congrès de Yaoundé les 25 et 26 septembre 2025.

me distingue des autres ? Si l’on se cache dans la masse, il est évident que l’on n’ira pas loin dans la recherche », martèle le Pr Charles Wondji.

L’intervenante, Carole Eboumbou, enseignante à l’université de Douala, s’est spécialisée sur le paludisme après sa thèse de doctorat. Elle a mis de la passion au départ et a fait son doctorat Phd en schistosomiase, biologie moléculaire marqueur de résistance aux médicaments. Elle a développé un projet de recherche sur le paludisme. Après tous ses travaux, elle est la première Africaine à obtenir un doctorat en biologie moléculaire sur la résistance au paludisme. Elle décide de reve-

nir au Cameroun « pour implémenter le savoir ». Par la suite, l’Etat lance un appel pour décerner un prix à une femme reconnue avec des publications. Sa candidature est retenue et elle a accès au Centre Pasteur du Cameroun, pour ouvrir un pôle d’excellence en épidémiologie. Puis vient son recrutement à la faculté de médecine et des sciences pharmaceutiques de l’Université de Douala.

L’audace et la témérité

Sarah Eyangoh, directrice scientifique du Centre pasteur du Cameroun, a travaillé sur la tuberculose. Elle s’est spécialisée dans la culture des

microbactéries et a obtenu la validation des experts venus de France. Ce fut la porte ouverte pour elle, auprès de l’Organisation mondiale de la santé (OMS). La jeune chercheuse de l’époque présente ses travaux. « Après ce passage à l’Oms, l’idée de former l’Afrique est née. Deux ans après ma thèse, j’ai obtenu un financement de l’Oms et du réseau des instituts Pasteur, pour former les autres laboratoires en Afrique à faire le diagnostic. Aujourd’hui, je coordonne le réseau de l’Oms sur les maladies tropicales négligées de la peau », confie-t-elle aux jeunes chercheuses.

Profil, place, projet

Le Pr Charles Wondji conseille de ne pas négliger les petits financements. Son premier financement était de 10 000 dollars américain (environ 5, 6 millions F.Cfa) ; ce qui lui a permis de générer des publications susceptibles de rassurer les bailleurs de fonds. « Ce financement m’a permis d’asseoir la fondation de ma carrière scientifique. Lorsqu’il veut des financements, le jeune chercheur doit se rassurer de réunir les trois P : Personne, Place et Projet. Ceci inclut le profil, les publications, l’information, l’expertise. Lorsqu’un étudiant se trouve dans une mauvaise institution, il est difficile d’avoir les financements parce qu’il n’y a aucune garantie. Le projet quant à lui doit être intéressant pour développer une niche de revenus. Le jeune chercheur doit bien discuter avec son mentor, le convaincre des choix faits pour éviter tout conflit », conclut Charles Wondji.

Olivier Mbessité

Yaoundé

Les produits vivriers à prix d’or

Aux marchés Mokolo, Mfoundi et Mvog-Betsi, les prix des tomates, des légumes, des oignons ou du plantain ont doublé.

Sous les hangars dégarnis du marché Mokolo, les étals de tomates brillent par la cherté des fruits exposés. « Le cageot de bonnes tomates coûte désormais 12 000 F.Cfa. Celui de qualité moyenne se vend à 8 000 F.Cfa », souffle Madeleine, revendeuse. Ce matin du jeudi 2 octobre, la jeune dame secoue la tête en signe de résignation. « Même à 8 000 francs, les clients refusent. Parce que ces cageots contiennent beaucoup de déchets », se plaint la commerçante. Autour d’elle, les clients marchandent avec prudence. Six tomates rouges alignées sur une bêche coûtent 500 F.Cfa. Une unité se vend 100 F.Cfa. « Avant, avec 500 francs, je préparais une sauce pour toute la famille. Aujourd’hui, ça ne suffit



Un comptoir de produits vivriers au marché Mvog-Betsi à Yaoundé 7.

même pas pour une simple sauce », s’indigne Justine, mère de quatre enfants.

La flambée ne s’arrête pas aux tomates. Dans les allées voisines, les légumes feuilles suivent la même pente ascendante. Un seul paquet se négocie entre 400 et 500 F.Cfa. « On nous dit que c’est la saison sèche qui commence, mais ce n’est pas une raison pour exagérer », proteste Rosine, une habituée du marché Mokolo. Les oignons, autrefois abondants, sont désormais un luxe. Le filet de 100 kilogrammes coûte 50 000 F.Cfa, contre 30 000 il y a à peine deux mois. « Nous achetons cher au Nord, et le transport coûte plus que le produit lui-même », explique Mahamat, grossiste au marché du Mfoundi. Entre hausse du carburant, routes

en mauvais état et pluies diluviennes qui perturbent les récoltes, les commerçants disent subir une spirale dont ils ne contrôlent plus les effets. Dans le secteur du plantain au marché Mvog-Betsi, le constat est tout aussi alarmant. Un régime coûte désormais entre 6 000 et 10 000 F.Cfa. Six doigts de plantain mûr se vendent à 1 000 F.Cfa. « Il y a quelques années, on trouvait un régime moyen à 3 000 francs. Aujourd’hui, même avec le double, c’est difficile », se déssole Joseph, retraité venu faire ses courses à Mokolo.

Dans le rapport de l’Institut national de la statistique (Ins) sur l’évolution de l’inflation en 2022, la ville de Yaoundé enregistrait le taux d’inflation le plus élevé du pays (+6,2% contre +1,8% un an plus tôt).

Alain Leuwat

Projet intégrateur en Afrique

Le Cameroun se dote d'une l'industrie pharmaceutique d'envergure

Le Premier Ministre, Joseph Dion Nguté, a posé la première pierre d'une infrastructure pharmaceutique régionale dans la localité de Moyo.

Moyo, localité située à Yaoundé 4, abrite la première industrie pharmaceutique et hospitalière de l’Afrique Centrale. La pose de la première pierre a été faite le 3 septembre 2025 par le Premier ministre, Joseph Dion Nguté. Sur le site de 5 hectares, seront construits une usine de production industrielle de médicaments essentiels et des dispositifs médicaux, ainsi qu’un complexe hospitalier ultra moderne.

Dans les prochaines années, le projet va pallier le problème des importations de médicaments. « L’usine répond à un triple enjeu : réduire la dépendance aux importations nettement supérieure à 95%, puis améliorer l’accessibilité et la disponibilité des médicaments essentiels et les dispositifs médicaux, et le troisième point est de renforcer la souveraineté sanitaire du Cameroun à travers une production locale compétitive », explique Idriss Confiante Mbe, porteur du projet. « Le futur complexe hospitalier Yichen



Le site du futur complexe hospitalier Yichen pharmaceutical en construction.

pharmaceutical Group n’est pas seulement un projet camerounais, il est pensé comme une infrastructure régionale ouverte à tous les citoyens de l’Afrique Centrale », ajoute-t-il. Les travaux



La maquette du projet intégrant le complexe hospitalier et l'usine pharmaceutique.

sont séquencés en plusieurs phases et s’achèveront en 2035. L’usine produira des médicaments essentiels et génériques afin d’assurer la disponibilité continue des traitements abordables

pour les maladies chroniques telles l’hypertension, le diabète, le cancer, l’insuffisance rénale. Dès la phase initiale, l’infrastructure visera une montée en puissance rapide des capacités de production, pour atteindre un volume global annuel de l’ordre 100 millions de flacons, 2 milliards d’ampoules, et 10 milliards de comprimés. Le tout sur 60 références de médicaments et dispositifs médicaux et six formes caléniques. Cette trajectoire permettra de couvrir une part significative des besoins nationaux et régionaux, tout en réduisant progressivement la dépendance aux importations, promet Idriss Confiante Mbe.

Le projet est le fruit d’un partenariat stratégique entre la Chine et le Cameroun. La première phase, qui couvre la construction et la mise en service de l’usine pharmaceutique, représente un montant de 30 milliards F.Cfa sur fonds propres. Le projet global coute 530 milliards F.Cfa, destiné à faire du Cameroun un hub régional de production et de distribution de médicaments. Pour ce qui est des parts dans la gestion de cette usine pharmaceutique et du complexe hospitalier ultra moderne, les associés camerounais détiennent 51% des parts du capital, contre 49% pour les partenaires chinois.

Olivier Mbessité